

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.1028
21 juin 2006

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA MILLE VINGT-HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 21 juin 2006, à 11 h 20

Présidence: M. Valery LOSHCHININ (Fédération de Russie)

Le PRÉSIDENT (traduit du russe): Je déclare ouverte la 1028^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Permettez-moi tout d'abord d'accueillir chaleureusement parmi nous, au nom de la Conférence et à titre personnel, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Kofi Annan.

Monsieur le Secrétaire général, nous vous savons gré d'avoir accepté l'invitation que vous a adressée le Président de la Conférence vous engageant à prononcer une déclaration devant notre instance de négociation sur le désarmement. Nous vous sommes également reconnaissants des messages d'encouragement que vous adressez chaque année à la Conférence en début de session. Ces messages sont toujours une source précieuse d'inspiration pour nous qui nous employons à résoudre les problèmes de sécurité auxquels le monde actuel se heurte. Toutefois, pour nous, votre présence ici aujourd'hui revêt une signification et une importance particulières pour la cause du désarmement. Nous considérons votre présence parmi nous comme la preuve de votre engagement constant en faveur du désarmement et de la non-prolifération ainsi que de la valeur que vous accordez à notre instance. Je suis convaincu d'exprimer un sentiment que tous partagent en disant que votre présence parmi nous contribuera à donner un nouvel élan à nos travaux.

Comme vous le savez, ces derniers temps la situation s'est améliorée à la Conférence. Nos réunions sont nettement plus dynamiques. Nous parvenons à mener des débats sérieux et approfondis sur tous les points inscrits à l'ordre du jour. Je ne crois pas me tromper en disant que la confiance entre les partenaires s'est même renforcée. Ces progrès sont dus en grande partie à l'initiative lancée par les six Présidents de la session de 2006 de la Conférence, que sont les représentants de la Pologne, de la République de Corée, de la Roumanie, de la Fédération de Russie, du Sénégal et de la Slovaquie, cette initiative ayant permis de coordonner les activités que nous avons prévues et celles de la Conférence.

Je souhaiterais en outre accueillir chaleureusement le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, S. E. M. Nobuaki Tanaka, et le féliciter de son accession à ce poste important et prestigieux. Je souhaite également la bienvenue aux membres du Conseil consultatif pour les questions de désarmement qui sont présents parmi nous aujourd'hui.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Kofi Annan.

M. ANNAN (Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies) (traduit de l'anglais): Je suis très heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole devant la Conférence du désarmement. Le mois dernier, lors d'une allocution que j'ai faite à l'Université de Tokyo, j'ai évoqué la situation actuelle du régime de non-prolifération nucléaire. J'ai dit que le monde se trouvait à la croisée des chemins. À mon sens, cette image s'applique particulièrement bien à la Conférence du désarmement, aussi souhaiterais-je profiter du temps que nous avons à passer ensemble aujourd'hui pour vous lancer un appel et, par votre intermédiaire, aux gouvernements que vous représentez.

Vous qui êtes membres de la Conférence du désarmement, vous savez mieux que quiconque que deux voies très différentes s'offrent à nous. La première, celle de l'engagement

(M. Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

actif, peut nous conduire vers un monde dans lequel la prolifération des armes nucléaires est limitée, puis inversée grâce à la confiance, au dialogue et à des accords négociés. La seconde mène à un monde dans lequel un nombre croissant d'États croit nécessaire de se doter de l'arme nucléaire et où des acteurs autres que des États se procurent les moyens de commettre des actes de terrorisme nucléaire.

La communauté internationale semble s'être engagée dans cette seconde voie presque comme un somnambule – non par choix délibéré, mais plutôt par une erreur d'appréciation et à cause de la stérilité des débats et de la paralysie des mécanismes multilatéraux qui avaient justement été créés pour renforcer la confiance et régler les différends.

Or, s'il existe un groupe doté du pouvoir collectif de mettre en garde le monde contre ce danger, c'est bien la Conférence du désarmement, qui, pendant de nombreuses années, a été à l'avant-garde de l'action de la communauté mondiale en vue d'enrayer la prolifération d'armes meurtrières. S'il est un moment propice pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la Conférence depuis longtemps et ramener la question du désarmement au centre des préoccupations de la communauté internationale, c'est maintenant, après les deux échecs éclatants qui ont été essuyés tout récemment.

L'année passée, les États ont eu deux occasions de consolider les bases du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), tout d'abord en mai, à la Conférence d'examen, puis en septembre, au Sommet mondial. Dans les deux cas, ils ont laissé passer l'occasion qui leur était offerte. Ces échecs sont apparus comme un signe de très mauvais augure: le TNP perdait de son autorité, tandis qu'un clivage dangereux se formait face à une grave menace pour la paix et la prospérité.

Il n'est pas inutile en tel cas de rappeler les résultats obtenus grâce au TNP. Fort d'une quasi-universalité, cet instrument a établi solidement le principe de la lutte contre la prolifération nucléaire. Il a aussi contribué à faire mentir la célèbre prédiction du Président Kennedy, selon laquelle, au XXI^e siècle, le monde compterait 25 puissances nucléaires, voire davantage. Le succès du TNP, le soutien mondial dont il bénéficie et sa capacité de résistance passent trop souvent inaperçus.

Quoi qu'il en soit, nous ne devons pas pour autant négliger la crise actuelle, qui est double en ce qu'elle touche aussi bien l'exécution du TNP que la confiance des États. Aujourd'hui, le contrat entre les États dotés d'armes nucléaires et le reste de la communauté internationale, qui est à la base du TNP, est remis en question. En outre, bien que des progrès aient été accomplis dans le domaine du désarmement, les armes nucléaires se comptent encore par milliers dans le monde, et bon nombre d'entre elles sont tenues en état d'alerte instantanée. Un effort majeur doit être fourni à l'échelon international si nous voulons éviter une prolifération nucléaire en cascade.

Il est nécessaire de parvenir à un consensus sur les menaces nucléaires les plus imminentes. Le débat entre les partisans de l'idée selon laquelle le désarmement doit précéder les mesures de non-prolifération et ceux qui prônent l'inverse est stérile. Cela devrait tomber sous le sens que le premier et les secondes sont indispensables pour garantir la sécurité.

(M. Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

Nous devons faire baisser la cote dont jouit l'arme nucléaire. L'exemple du Japon montre que la sécurité et le prestige d'un État n'impliquent pas nécessairement que ce dernier doit se doter de l'arme nucléaire. L'Afrique du Sud a détruit son arsenal et adhéré au TNP. Le Bélarus, l'Ukraine et le Kazakhstan ont renoncé à des armes nucléaires héritées de l'ancienne Union soviétique et ont également adhéré au TNP. Récemment, la Jamahiriya arabe libyenne a abandonné ses programmes d'armement nucléaire et chimique. J'exhorte les autres pays à résister à l'attrait trompeur de l'arme nucléaire.

En outre, nous devons régler deux problèmes spécifiques. L'absence de progrès sur la question de la péninsule coréenne est d'autant plus décevante que les pourparlers à six organisés en septembre dernier avaient abouti à un accord prévoyant un ensemble de principes relatifs à la vérification de la dénucléarisation de la péninsule. J'ai l'espoir que les dirigeants de la République populaire démocratique de Corée écouteront ce que le monde entier leur dit et qu'ils se garderont bien de rendre la situation dans la péninsule encore plus compliquée qu'elle ne l'est déjà. La République islamique d'Iran, quant à elle, doit donner à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) la possibilité de prouver au reste du monde que ses activités nucléaires sont menées à des fins purement pacifiques. Dans l'un et l'autre cas, nous devons trouver des solutions permettant de préserver non seulement la paix mais encore l'intégrité du TNP.

Le TNP s'est révélé être un instrument efficace. C'est une réussite qui mérite d'être consolidée. À cet égard, la Conférence a un rôle essentiel à jouer.

La Conférence et ses prédécesseurs ont obtenu des résultats d'une importance indéniable. En effet, l'architecture de la sécurité mondiale repose sur les grands traités relatifs aux armes de destruction massive qu'elle a négociés. Mais le plus récent de ces instruments, le Traité d'interdiction complète des essais, date d'il y a neuf ans déjà et n'est toujours pas entré en vigueur. J'exhorte de nouveau les États qui doivent ratifier cet instrument et ne l'ont pas encore fait à prendre les mesures voulues dans les meilleurs délais. Après ce traité, la Conférence n'a plus rien produit. Ainsi, aux deux crises que j'ai évoquées précédemment, j'en ajouterai une troisième: l'impasse dans laquelle se trouve la Conférence elle-même.

Comme souvent dans ces moments, les idées ou les initiatives ne manquent pas, qui nous invitent à concevoir les difficultés actuelles en matière de sécurité sous un nouvel angle et qui esquissent une stratégie pour sortir de l'impasse.

Le rapport établi récemment par la commission indépendante présidée par M. Hans Blix mérite d'être examiné en profondeur par la communauté internationale. Au cours de ces prochains mois, un groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU, présidé par M. John Barrett, un Canadien, soumettra son rapport à l'Assemblée générale. On attend beaucoup de l'initiative des sept États conduite par la Norvège. Mon conseil consultatif pour les questions de désarmement, que préside le professeur nigérian Joy Ogwu, doit se réunir cette semaine à Genève. Nous devons rassembler les résultats de ces travaux distincts afin d'en augmenter l'impact.

(M. Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

Je constate avec satisfaction que la Conférence elle-même semble beaucoup mieux disposée qu'elle ne l'a été ces dernières années à participer à ces efforts. La naissance d'un nouveau souffle est perceptible, comme l'a souligné le Président.

Pour la première fois en 10 ans, vous suivez un programme de travail convenu, en tenant des débats structurés sur des questions clefs. Des scientifiques et d'autres experts jouent un rôle actif dans vos travaux. Vos séances sont plus vivantes et bien plus fréquentes, grâce à la continuité et la cohérence qu'ont su instaurer les présidents successifs de la Conférence. En outre, vous avez fourni des efforts particuliers afin de prendre en considération les préoccupations de tous les États en matière de sécurité.

Je crois savoir que vous êtes saisis de propositions et d'idées soumises par la Chine et la Fédération de Russie concernant la prévention de l'implantation d'armes dans l'espace. Vous êtes également saisis des éléments d'un instrument novateur sur l'arrêt de la production de matières fissiles à des fins d'armement. Hier, le Président Bush a soumis trois instruments importants au Congrès des États-Unis pour qu'il les ratifie. Cette dernière initiative est un signe prometteur dont je me félicite. La ratification par le Congrès américain de ces instruments pourrait contribuer à renforcer le TNP et le régime de désarmement.

J'ai l'espoir que ces initiatives annoncent le début d'une nouvelle période de productivité. Il y a longtemps que cette instance de négociation aurait dû abandonner les couplages qui absorbaient tout son temps et qui ont dominé ses travaux ces dernières années, pour s'atteler aux questions de fond. Je ne sous-estime pas l'importance des difficultés que vous avez à surmonter pour régler les vieilles dissensions, en particulier s'agissant du désarmement nucléaire et des garanties de sécurité négatives. Pourtant, ces difficultés sont dérisoires au regard des défis colossaux que la communauté internationale doit relever dans le vaste domaine de la non-prolifération, du désarmement et de la limitation des armements.

Avant de conclure, je souhaiterais décrire le contexte plus large dans lequel s'inscrivent vos travaux. L'ONU du XXI^e siècle est résolue à progresser sur trois fronts à la fois: la sécurité, le développement et les droits de l'homme. Ces trois questions sont indissociablement liées; elles dépendent les unes des autres et se renforcent mutuellement.

Pour ce faire, les États Membres ont créé un nouvel organe, le Conseil des droits de l'homme, dont les travaux ont débuté cette semaine ici-même, dans une autre aile du Palais des Nations, afin de relancer les efforts que nous fournissons pour protéger la dignité humaine. Les dirigeants politiques du monde entier ont approuvé les objectifs du Millénaire pour le développement, qui tracent un plan pour l'instauration d'un monde plus juste et durablement prospère. Votre tâche consiste à vous montrer à la hauteur du volet de ce plan qui concerne la sécurité et à faire en sorte que les politiques en la matière rendent réellement notre monde plus sûr et pacifique, c'est-à-dire qu'elles ne risquent pas d'entraîner la destruction de pays entiers mais contribuent à rendre les droits de l'homme et le développement plus accessibles à tous.

Je vous exhorte donc à laisser de côté vos divergences et vos argumentations rabattues et à vous montrer à la hauteur de la tâche qui vous incombe. Il est grand temps d'agir et le choix à faire est sans équivoque. Si elle en a la volonté politique, la Conférence du désarmement peut recouvrer son autorité d'antan et obtenir des résultats concrets susceptibles d'infléchir

(M. Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

le cours de l'histoire. Tel est maintenant le défi. À vous de le relever. Je vous remercie de votre attention.

Le PRÉSIDENT (traduit du russe): Monsieur le Secrétaire général, permettez-moi de vous remercier sincèrement de cette très importante déclaration. Les souhaits et les recommandations que vous avez formulés sont indubitablement précieux pour nos travaux concrets. J'invite maintenant les coordonnateurs des groupes régionaux, le représentant de la Chine et le représentant de l'Union européenne à faire de brèves interventions au sujet de la déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le premier orateur de ma liste est l'Ambassadeur d'Autriche, M. Petritsch, qui s'exprimera au nom de l'Union européenne. Je lui donne la parole.

M. PETRITSCH (Autriche) (traduit de l'anglais): J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne ainsi que de la Bulgarie et de la Roumanie, pays candidats à l'adhésion.

L'Union européenne souhaite remercier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, pour la déclaration qu'il a faite à la Conférence du désarmement, instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement et la non-prolifération. Cette déclaration manifeste l'importance que le Secrétaire général attache à la réalisation de progrès dans ces domaines.

Monsieur le Secrétaire général, dans votre rapport intitulé «Dans une liberté plus grande», publié l'année dernière, vous soulignez la nécessité de parvenir à un consensus fondamental dans le domaine de la sécurité. Dans ce document, vous montrez que «la richesse, la situation géographique et la puissance de chacun d'entre nous déterminent ce qu'il considère comme les plus graves menaces». Vous affirmez que, «à moins que nous nous accordions sur la gravité des menaces et que nous comprenions tous qu'il est de notre devoir d'y faire face, l'ONU ne sera pas en mesure de garantir la sécurité à tous ses Membres ni à tous les peuples du monde».

Cette absence de vision commune des problèmes est précisément ce qui nous a empêchés d'aller de l'avant à la Conférence. Ces derniers mois, toutefois, un nouvel élan a pris forme. On peut voir ce tournant comme le produit d'une nouvelle réflexion, d'une nouvelle manière d'aborder les problèmes et de nouvelles méthodes de travail, qu'illustrent bien l'initiative novatrice de la plate-forme commune des six Présidents de la session de 2006 de la Conférence du désarmement et la façon dont cette plate-forme a évolué depuis janvier.

L'Union européenne est d'avis qu'actuellement la conjoncture permettrait d'aller de l'avant. Nous pouvons accomplir des progrès en définissant nos priorités tout en examinant équitablement et sérieusement les préoccupations de toutes les parties prenantes.

Ayant à l'esprit ce nouvel élan dont vous venez de parler, Monsieur le Secrétaire général, nous saluons particulièrement votre décision de vous exprimer devant la Conférence aujourd'hui. Nous vous sommes très reconnaissants de vos observations très judicieuses et des fortes raisons que votre présence ici nous donne de préserver et de renforcer cet indispensable élan.

(M. Petritsch, Autriche)

En conclusion, Monsieur le Président, je saisis cette occasion pour vous dire combien nous apprécions tous vos efforts ainsi que l'efficacité et la compétence avec laquelle vous dirigez nos travaux depuis que vous assurez la présidence de cette auguste instance.

Le PRÉSIDENT (traduit du russe): Je remercie l'Ambassadeur d'Autriche de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Wibisono, qui s'exprimera au nom du Groupe des 21.

M. WIBISONO (Indonésie) (traduit de l'anglais): Au nom du Groupe des 21, je souhaite remercier vivement et sincèrement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Kofi Annan, d'être venu à la Conférence du désarmement aujourd'hui. Le Groupe des 21 attache une grande importance à sa présence ici, qui illustre son engagement en faveur du désarmement et le soutien qu'il apporte aux travaux de la Conférence. Le Groupe se félicite de l'intérêt du Secrétaire général pour les travaux de la Conférence et a l'espoir que cela aidera à les dynamiser et les fera progresser. Le Groupe compte que cela encouragera tous les États membres à faire preuve de souplesse, de façon à ce que la Conférence puisse jouer son rôle d'instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement.

Qu'il me soit permis de saisir cette occasion exceptionnelle pour réaffirmer que le Groupe des 21 est résolu à favoriser un consensus à la Conférence et qu'il fera tout son possible pour que cet organe puisse commencer des travaux de fond en s'appuyant sur un programme de travail convenu.

Le PRÉSIDENT (traduit du russe): Je remercie l'Ambassadeur d'Indonésie. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de Chine, Monsieur Cheng.

M. CHENG (Chine) (traduit du chinois): La délégation chinoise a écouté attentivement la déclaration importante du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan. Nous souhaitons nous joindre aux groupes régionaux pour souhaiter la bienvenue au Secrétaire général et le remercier d'être venu à la Conférence du désarmement.

Depuis le début de l'année, sur l'initiative des six Présidents, la Conférence a débattu activement et en profondeur de questions relatives au désarmement nucléaire, à l'arrêt de la production de matières fissiles et à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Le Secrétaire général vient de dire qu'il fondait beaucoup d'espoirs sur la Conférence et j'ai le sentiment que ces espoirs redynamiseront nos travaux.

La délégation chinoise se réjouit à la perspective de travailler en collaboration avec les autres parties prenantes afin de faire en sorte que la Conférence du désarmement concentre ses efforts au plus vite sur ses travaux de fond, en s'appuyant sur un programme de travail approuvé par consensus.

Le PRÉSIDENT (traduit du russe): Je remercie l'Ambassadeur de Chine. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de Suisse, M. Streuli, qui s'exprimera au nom du Groupe occidental.

M. STREULI (Suisse) (traduit de l'anglais): C'est pour moi un grand honneur et un vif plaisir que de pouvoir m'exprimer devant la Conférence du désarmement en présence du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au nom du Groupe occidental, dont je suis le coordonnateur.

Au nom de ce dernier, je souhaite remercier vivement le Secrétaire général d'être venu à la Conférence et de nous avoir fait part de ses réflexions sur le rôle et les responsabilités de cette instance au sein du système du désarmement. Sa présence et la réunion de haut niveau qui se tient cette semaine sont des sources d'inspiration bienvenues qui préparent le terrain à de futurs travaux de fond de la Conférence.

La Conférence a connu ces dernières années quelques évolutions encourageantes. En 2005, après les débats thématiques parallèles organisés en 2004, elle a tenu sous la présidence norvégienne plusieurs séances plénières officielles sur des questions fondamentales inscrites à son ordre du jour ainsi que sur d'autres questions intéressant la situation internationale sur le plan de la sécurité. Cette année, à la suite de l'initiative conjointe des six Présidents de la session de 2006, la Conférence a pu tracer les grandes lignes d'un programme d'activités prévoyant, presque tout au long de l'année, des débats officiels et informels sur toutes les questions à l'ordre du jour. Cette expérience, à laquelle des experts compétents ont déjà activement participé, a été constructive et nous a donné matière à réflexion. Surtout, nous avons de nouveau l'espoir de pouvoir sortir de l'impasse qui empêche tous travaux de la Conférence depuis si longtemps, grâce aux propositions et contributions importantes qui ont été faites au cours des débats structurés et thématiques. Cependant, nous savons tous que des passerelles cruciales conduisant à une approche consensuelle des futurs travaux doivent encore être construites.

Encore une fois le Groupe occidental remercie vivement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de sa venue à la Conférence et de sa déclaration.

Le PRÉSIDENT (traduit du russe): Je remercie l'Ambassadeur de Suisse. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur d'Ukraine, M. Bersheda, qui s'exprimera au nom du Groupe d'États d'Europe orientale.

M. BERSHEDA (Ukraine) (traduit de l'anglais): Au nom du Groupe d'États d'Europe orientale, j'ai l'honneur d'exprimer notre profonde gratitude au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, pour sa déclaration encourageante.

La Conférence du désarmement a obtenu des résultats importants dans le passé, en s'attelant à des problèmes et des défis d'une importance vitale pour la paix et la sécurité internationales.

Nous estimons que le message que nous avons tous reçu aujourd'hui contribuera à créer un climat de coopération constructive au sein de cette instance, et ce dans un but clef: sortir de l'impasse actuelle et redonner à la Conférence le rôle de premier plan qu'elle est censée jouer dans ce monde en perpétuelle évolution.

Le PRÉSIDENT (traduit du russe): Je remercie l'Ambassadeur d'Ukraine. Monsieur le Secrétaire général, encore une fois, je tiens à vous remercier sincèrement de votre déclaration,

qui revêt une très grande importance. Je vous en remercie vivement. Avant de suspendre la séance, je souhaiterais vous dire que nous sommes très reconnaissants au secrétariat de la Conférence pour le travail qu'il accomplit, ainsi qu'au Secrétaire général de la Conférence, M. Ordzhonikidze, qui est votre représentant personnel ici, et à son excellente équipe, sans lesquels cette instance ne pourrait mener ses travaux. Je vous remercie du fond du cœur.

Je vais maintenant suspendre la séance pour cinq minutes très exactement, le temps de raccompagner le Secrétaire général. Je prie donc les délégations de ne pas quitter la salle.

La séance est suspendue à 11 h 50; elle est reprise à 11 h 55.

Le PRÉSIDENT (traduit du russe): Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur la liste pour la présente séance et il me semble qu'aucune délégation ne souhaite intervenir à ce stade.

La prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu demain 22 juin, à 10 heures. Je vous prie d'être ponctuels. Le programme de la séance sera le suivant: tout d'abord, nous entendrons la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Myanmar, S. E. M. Nyan Win. Ensuite, la Conférence reprendra l'examen du point intitulé «Nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive; armes radiologiques». Enfin, la séance se terminera par un bilan de la présidence russe. Voilà ce que j'avais à dire. Nos travaux sont terminés pour aujourd'hui. Je vous rappelle qu'une réception sera donnée aujourd'hui à 18 h 30 à la Mission de la Fédération de Russie. J'espère que vous avez tous reçu une invitation. Je me réjouis de vous y voir.

La séance est levée à midi.
